

20 juin 2023

LE PLANNING FAMILIAL 75

**RAPPORT
D'ACTIVITÉS**

2022



SOMMAIRE

1

³ PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE

2

⁴ LES ACTIONS 2022

- 4 ● **2.1 Les permanences téléphoniques**
- 5 ● **2.2 Les permanences d'accueil**
 - Les accueils sans rendez-vous
 - Les accueils aux UMJ
- 7 ● **2.3 Les consultations**
 - Les consultations gynéco
 - Demandes d'avortement
- 9 ● **2.4 Les animations**
 - L'éducation à la sexualité
 - Les animations en santé sexuelle
- 13 ● **2.5 Les formations**
 - Des formations pour les professionnel·les
 - La formation continue de l'équipe
- 15 ● **2.6 Les actions militantes**
 - Les mobilisations
 - Les médias

3

¹⁶ PARTICIPATION À LA VIE DU MOUVEMENT

- 16 ● **3.1 Le bureau national**
- 16 ● **3.2 La fédération régionale**
- 17 ● **3.3 A l'international**

1 PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE

Pour animer la vie associative et mener les actions de terrain, l'association du Planning familial de Paris rassemble 12 salariées et 12 bénévoles. Cependant, ces effectifs sont en dessous des besoins rencontrés sur notre territoire. De ce fait, nous ne pouvons répondre positivement à toutes les sollicitations.

La gestion de notre association, en autogestion, nous demande à toutes des qualités multiples : en plus de nos activités sur le terrain, nous devons également animer la vie associative, assurer la gestion quotidienne, la fonction RH... Après avoir dû stopper l'accueil de nouveaux-elles militant-es lors de la crise sanitaire pour nous concentrer sur l'accueil du public, nous prévoyons de renouer avec l'ouverture à de nouveaux-elles bénévoles, pour enrichir notre équipe, accroître nos activités et répondre au mieux aux demandes et besoins des personnes reçues.

EN CHIFFRES

12

salariées
(ccf/animatrices)

5

médecins

2

sages-femmes

1

assistante
administrative

12

bénévoles



3 CENTRES

● Centre VIVIENNE

10 rue Vivienne – 75002

01.42.60.93.20

● Centre MASSENA

Villa d'Este – 75013

01.45.84.28.25

● Centre HITTORF

2 rue Hittorf – 75010

01.42.45.67.35

2 LES ACTIONS 2022

Notre association étant agréée à la fois centre EVARS (Espace de vie affective, relationnelle et sexuelle), centre de santé sexuelle et centre de santé, nous réalisons des actions médicales, non-médicales et hors les murs.

En 2022, nous avons accueilli 6 817 personnes, soit une augmentation de 17% par rapport à l'année précédente. Les activités téléphoniques, elles, se sont maintenues et ont touché près de 6 000 personnes comme en 2021.

Au total, le Planning familial de Paris a ainsi accueilli, rencontré et échangé avec près de 12 817 personnes en 2022. Si l'activité téléphonique semblait avoir pris le dessus par rapport aux accueils en présentiel ces dernières années, c'est loin d'être le cas cette année : les personnes cherchent toujours un contact humain, une écoute et un échange pour toutes les questions relatives à la santé sexuelle et à leurs droits.

2.1 LES PERMANENCES TELEPHONIQUES

L'activité téléphonique est une activité à part entière, qui demande des compétences particulières d'écoute à distance, d'orientation, de réassurance... Les entretiens sont souvent longs, surtout les lundis, après le week-end où des risques ont pu être pris et des situations violentes vécues. C'est également le cas en fin de semaine où, à l'approche du week-end et de la fermeture des centres, des personnes inquiètes viennent nous voir ou nous téléphonent pour être reçues rapidement. Notre annuaire parisien des partenaires doit donc être mis à jour le plus régulièrement possible afin d'orienter au mieux. Notre équipe réoriente aussi régulièrement vers le Numéro Vert National (NVN) « Sexualités, Contraception, IVG » porté par le Planning Familial, le 0800.08.11.11, qui a une plage d'ouverture plus grande incluant le samedi. Nous contribuons à alimenter l'annuaire du NVN, en appelant les structures parisiennes deux fois par an (hôpitaux publics, médecins de ville, centres de planification) et en s'assurant de leurs pratiques, ouvertures et fermetures, surtout en périodes difficiles (été et fin d'année civile).

Sur les près de 6 000 personnes ayant téléphoné au Planning familial 75, les principales demandes en santé sexuelle concernaient : les tests de grossesses, les retards de règles, les demandes d'avortement ou de suivi contraceptif, les faits de violences sexuelles, la contraception dite masculine, les demandes de journalistes, les urgences gynécologiques, les viols sous soumission chimique, les demandes de transition et les dépistages IST.



2.2 LES PERMANENCES D'ACCUEIL

LES ACCUEILS SANS RENDEZ-VOUS

Nos permanences sont mises en place dans nos trois centres. Chaque jour un accueil sans rendez-vous est proposé. On peut venir y poser toutes les questions relatives à la sexualité. La première demande, souvent non médicale, nécessite une écoute active et une orientation. D'autres fois, nous donnons rendez-vous sur des temps médicaux.

Dans le cadre de nos centres EVARS (Espace de vie affective, relationnelle et sexuelle), il n'y a pas de temps médical dédié. Un point d'écoute avec un accueil non-jugeant est proposé pour répondre aux questions relationnelles, sexuelles... Ces temps d'accueil sans rendez-vous peuvent également concerner les questions de violences sexuelles. Par la suite, les personnes pourront prendre un rendez-vous médical si nécessaire.

6 951 personnes ont été reçues cette année, dont 526 hommes. Il y eu **4 955 entretiens CCF** (conseil conjugale et familial), dont 1 518 entretiens pré et post-IVG (Interruption volontaire de grossesse). Les principales demandes dans nos accueils non médicalisés concernent dans l'ordre : les tests de grossesse, la 1^{ère} contraception, les violences et enfin la contraception d'urgence.

625 auto-dépistages de chlamydiae et gonocoques ont été effectués dans nos centres cette année, dont environ 5% se sont révélés positifs.

Répartition par âge des personnes reçues

Moins de 15 ans : 59
15-17 ans : 996
18-25 ans : 3 888
26-45 ans : 2 192
Plus de 45 ans : 48

DEPISTAGE DES VIOLENCES

Les vécus de violence sont fréquemment abordés dans nos accueils. Soit les personnes viennent directement pour en parler, soit elles sont là pour un autre motif, et ce vécu émerge à l'occasion du dépistage systématique que nous faisons : chaque fois qu'un rapport est évoqué, nous demandons s'il était souhaité de la part de la personne qui en parle. Nous interrogeons également les personnes sur comment se passent leurs relations, et nous sommes attentives aux petites phrases qui peuvent faire penser à une minimisation des violences (comme par exemple « il lui arrive de s'énerver »).

Les vécus abordés peuvent être actuels, récents ou anciens. Ils peuvent concerner tout type de violences sexistes et sexuelles. Les personnes peuvent les avoir déjà identifiées ou non, et dans ce cas nous cherchons progressivement à mettre des mots sur ce qui est subi, en essayant de sentir ce que la personne peut en entendre au moment où elle en est. Nous savons que sortir des violences est un long chemin qui peut, en fonction de chacun-e, passer par la justice, un soutien psychologique, la participation à des groupes de parole ou des ateliers thérapeutiques, etc. Il s'agit de permettre à toute personne d'être actrice de son parcours, en faisant les choix pertinents pour elle à ce moment-là. En fonction de ces choix, nous pouvons orienter vers différentes structures.

LES ACCUEILS AUX UMJ

L'année 2022 a été fortement perturbée par le changement de l'équipe médicale des unités médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu où nous tenons une permanence hebdomadaire. A notre demande, une réunion a été organisée avec la nouvelle cheffe de service et l'ensemble des associations assurant les permanences. Cette réunion a permis de connaître une partie des nouveaux médecins et de leur expliquer le fonctionnement des différentes associations.

57 entretiens ont eu lieu cette année, pour violences conjugales, physiques, psychiques (parfois devant les enfants), viol sous soumission chimique, agression sur la voie publique...

Nous continuons à nous heurter à l'impossibilité de trouver un hébergement pour des femmes ne pouvant ou ne voulant pas retourner au domicile, par crainte de se retrouver face à leur conjoint. Certaines se retrouvent à dormir dehors ou dans des caves... Le Planning familial peut financer une ou deux nuits d'hôtel, mais une prise en charge dans une structure adaptée aux besoins de chaque situation devrait être mise en place pour une durée parfois assez longue.

Une réunion a été organisée par le CLAV (Comité local d'aide aux victimes) dédié aux violences conjugales. Il nous a été indiqué qu'une réorganisation du SIAO (Service intégré d'accueil et d'orientation) devrait permettre de trouver plus facilement et plus rapidement une solution d'hébergement d'urgence pour

BIEN CONNAITRE LE RESEAU POUR BIEN ORIENTER

Dans nos accueils, nous cherchons à orienter au mieux les personnes en fonction de leurs problématiques singulières et de leurs besoins. C'est pourquoi une connaissance du réseau est primordiale. Cette année encore, nous sommes allées à la rencontre de différentes structures, nouvelles et anciennes, afin de nous informer sur la spécificité de leurs actions et des publics suivis. Notre objectif est d'éviter aux personnes qui viennent nous voir de multiplier les parcours avec trop d'interlocuteur-rices, ce qui peut impliquer pour les personnes victimes de violences la répétition

d'un récit éprouvant.

C'est dans cet esprit que nous avons choisi de nous impliquer dans le groupe «Droits directs», qui rassemble différents acteurs de la lutte contre les violences de couple sur le 10^e arrondissement: Droits d'urgence, CIDFF, hôpital Lariboisière, PMI, commissariat, association ACORT (groupe Femmes de Turquie). L'objectif de ce réseau est de mettre en lumière les dysfonctionnements dans l'accueil des victimes de violences conjugales et d'agir dessus.



2.3 LES CONSULTATIONS

Depuis février 2022, les centres de planification sont devenus des centres de santé sexuelle. A ce titre, les consultations sont plus globales, bien qu'auparavant les thématiques abordées en consultations ne concernaient pas que les contraceptifs ou l'avortement. Ces temps permettent aussi de questionner les relations de couple, parfois peu abordées par les professionnel·les médicaux.

LES CONSULTATIONS GYNÉCO

1 076 consultations de santé sexuelle ont été dispensées cette année, en légère hausse sur un an. Nous pouvons nous féliciter de l'avancée des droits en matière de contraception, avec la prise en charge de la contraception jusqu'à 25 ans, la gratuité de la pilule d'urgence sans limite d'âge et des préservatifs en pharmacie. Nous poursuivons les consultations pour la contraception dite masculine même si nous en avons réduit le nombre. Nous orientons vers les médecins qui la pratiquent. Et nous accueillons une fois par mois dans nos locaux un atelier d'information sur le sujet animé par le collectif Zéro Million.



PLUS DE DEMANDES DE PRISE EN CHARGE ET D'ANONYMAT

Dans nos consultations en santé sexuelle, nous constatons des demandes de plus en plus nombreuses de personnes sans couverture sociale, ainsi que d'anonymat et de secret.

Ceci est dû à une période post-crise sanitaire, avec une précarisation du travail et des droits des femmes provoquant la rupture des droits sociaux et de sécurité sociale.

Les personnes non assurées sociales incluent également celles sans droits ouverts, comme les personnes migrantes.

Les majeures désirant garder le secret de leur consultation en santé sexuelle sont également en augmentation : parmi elles

se trouvent notamment des étudiantes et jeunes majeures souhaitant garder le secret face à des parents qui ouvrent leurs courriers, ou encore des femmes qui veulent la confidentialité face à leur partenaire.

Cette année, nous avons pris en charge les consultations de :

- 437 personnes non-assurées sociales,
- 249 majeures désirant garder le secret,
- et 188 mineures.

DEMANDES D'AVORTEMENT

Cette année, notre activité d'IVG (Interruption volontaire de grossesse) médicamenteuse a touché près de **793 femmes** à Paris. Notre approche globale, collective et militante permet aux femmes de gagner du temps dans leur démarche, en faisant sur place, dans un même rendez-vous, l'échographie et la première prise de médicament de la méthode médicamenteuse. Les femmes et minorités concernées profitent également d'un espace d'expression et d'échange autour d'un moment de leur vie qui demeure fortement stigmatisé.

Par ailleurs, **400 personnes** sont venues nous voir cette année pour avorter dans des délais dépassés pour la France (14 semaines de grossesse). Ce nombre ne représente pas la totalité des femmes qui avortent chaque année à l'étranger, car de plus en plus d'entre elles se renseignent par elles-mêmes.



DES AVANCÉES POUR L'AVORTEMENT

Le début de l'année a permis de concrétiser notre mobilisation avec le vote de la loi visant à renforcer l'accès à l'avortement. Cette loi du 14 mars 2022 prolonge le délai d'accès à l'IVG de 2 semaines. Nous nous réjouissons de l'extension de ce délai légal, tout en continuant à militer pour une IVG sans délai, de manière à ce que l'avortement soit accessible à toutes les femmes et personnes concernées sans exclusion.

Les récents changements législatifs donnent aussi aux sages-femmes la possibilité de pratiquer l'IVG par aspiration. En outre, l'IVG médicamenteuse à domicile peut être pratiquée légalement jusqu'à 7 semaines de grossesse avec une prise de la totalité des médicaments à domicile.

Nous restons mobilisées pour que ces nouvelles mesures soient facilement accessibles pour les femmes et personnes concernées dans les faits, et nous continuons à militer pour simplifier le parcours de l'IVG, avec la suppression des 4 consultations, qui, même si elles ne sont pas toujours demandées, sont toujours possibles dans les décrets et donc pratiquées par certain-es professionne-les.

Par ailleurs, nous soutenons les projets de loi pour constitutionnaliser l'IVG, afin que l'avortement devienne un droit fondamental. Nous avons assisté à des reculs importants de ce droit aux Etats-Unis, en Hongrie et en Italie. La constitutionnalisation assurerait une égalité de genre et de droit de citoyenneté : ce serait une garantie pour les

femmes et minorités de genre de pouvoir contrôler leurs corps et d'être des citoyen-nés à part entière.

Nos accueils collectifs de femmes et personnes concernées qui viennent faire une IVG médicamenteuse nous confirment tous les jours que l'avortement fait partie de la vie des femmes et que nous sommes là pour écouter et accompagner ces personnes quel que soit leur choix, qui peut être facile ou compliqué mais est toujours assumé. Nous continuons à défendre l'autonomie de chaque personne à faire ses propres choix émancipateurs.

NOS ACCUEILS COLLECTIFS

Les accueils collectifs sont une pratique historique du Planning familial que notre association départementale tient à conserver avec conviction. Les consultations sont toujours précédées de temps collectifs. Cette manière de procéder peut surprendre parfois, mais elle fait écho aux groupes d'autosupport collectif des années 70, que l'on peut retrouver aujourd'hui dans le film «Annie Colère» par exemple. L'intime est politique !

Si au départ les prises de paroles dans le groupe peuvent être un peu timides, l'animatrice lance les échanges et les soutient, en permettant aux personnes présentes de partager des histoires

individuelles pour renforcer le collectif. C'est ainsi que les groupes échangent sur les méthodes contraceptives et leur charge dans le couple, les douleurs de règles, les violences...

Le savoir situé et échangé entre pair-es est une des meilleures façons d'acquérir des connaissances et de l'expérience sur sa propre santé sexuelle. Les femmes ont parfois rencontré des professionnel·les violent·es qui n'ont pas répondu à leurs demandes voire leur ont refusé des soins. Le temps collectif permet de se réapproprier ses droits, sa santé, et de prendre conscience des difficultés d'accès à ces soins qui persistent en 2022.

2.4 LES ANIMATIONS

En 2022, nous avons réalisé **90 séances d'éducation à vie sexuelle et affective** au cours desquelles nous avons rencontré **1 082 personnes**. Nous n'avons malheureusement pas pu répondre à toutes les demandes d'interventions faute de forces vives dans notre équipe, et nous avons dû réorienter vers d'autres associations une dizaine de structures. La demande croissante des établissements nous montre que bon nombre de professionnel·les jugent nécessaires ces séances, qui, selon la loi de 2001, devraient être au nombre de trois par an durant tout le parcours scolaire.

L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

Les séances d'éducation à la sexualité constituent l'une des priorités de l'association. Ces séances sont toujours précédées par une rencontre avec la ou les personne(s) porteuse(s) de la demande au sein de l'établissement. C'est l'occasion d'entendre les besoins spécifiques, de co-construire l'organisation des séances et de prévoir d'éventuelles co-animations.

Cette année encore, un certain nombre de demandes a émané de professionnel·les confronté·es à des révélations portant sur des violences sexuelles, actuelles ou passées. Prendre le temps d'écouter les équipes des différents établissements permet de répondre au mieux à ces situations et de déployer des partenariats qui ne sont pas juste ponctuels mais peuvent s'inscrire dans le temps. C'est aussi travailler en lien avec les personnes qui pourront être des relais sur le terrain après les animations.

Ces séances reposent sur les fondements de l'éducation populaire, qui consiste à partir des questionnements et des situations concrètes des jeunes pour ouvrir des espaces de parole et de réflexion dans un cadre non-jugeant. Les animatrices n'imposent pas un savoir, elles donnent des pistes de réflexion pour vivre sa sexualité librement, dans le respect de soi et d'autrui. Elles aident à faire le tri entre les informations contradictoires que les personnes, et en particulier les jeunes, reçoivent. Elles accompagnent aussi les échanges, qui, selon les groupes, portent sur les représentations concernant les stéréotypes de genre, les relations filles-garçons, l'entrée dans la sexualité, la contraception, l'avortement, les IST (Infections sexuellement transmissibles), l'anatomie, le plaisir, les violences sexuelles, les discriminations sexistes, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, etc.

Cette approche globale de la sexualité permet aux jeunes de se saisir de ce qui les concerne au moment où elles et ils en sont.

MIXITÉ ET NON-MIXITÉ

Nos séances se déroulent la plupart du temps en mixité, sauf quand les publics demandent des temps en non-mixité ou quand nous sentons que des moments non-mixtes permettront de donner plus de liberté à la parole de chacun·e.

S'ils sont décidés, ces moments en non-mixité sont la plupart du temps suivis d'un retour en groupe mixte, de manière à ce que chacun·e puisse faire entendre sa parole par toutes et tous, à l'image de ce que nous souhaitons pour cette société.

Cette année, nous avons pu rencontrer presque équitablement garçons et filles. 1% du public accueilli était non binaire, soit près de 12 personnes. Ce chiffre semble toutefois sous-évalué au regard de l'actualité, des débats et des recensements dans les établissements scolaires, mais aussi parce que les personnes ne s'auto-déterminent pas toujours en grand groupe.

Dans ces séances, nous abordons les questions d'identité de genre évidemment, en prenant en considération là où les jeunes en sont, et en faisant bien attention de ne pas parler à la place des personnes.

LES ANIMATIONS EN SANTÉ SEXUELLE

Nous proposons également des animations à destination de publics non-scolaires, avec une priorité aux publics qui ont le moins accès à l'information et aux échanges autour de la santé sexuelle.

Nous avons ainsi poursuivi notre partenariat avec l'Ecole de la 2e chance, ABC Insertion, Aremedia, France Terre d'Asile et l'hôpital de jour pour adolescents Espace Ado.

Nous avons également noué de nouveaux partenariats avec un ESAT (Etablissement ou service d'aide par le travail) et des lieux d'hébergement, dont certains pour personnes en situation de handicap.

LES ÉTABLISSEMENTS ET PUBLICS

DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Collèges et lycées Palissy, Marcel Deprez, Morvan, Siegfried, Poquelin, Jules Ferry, Condorcet, Jean-Baptiste Clément, Abbé Grégoire, Institut National des Jeunes Aveugles (INJA)

DES ASSOCIATIONS ET STRUCTURES LOCALES

Ecole de la 2e chance, ABC Insertion, Espace Ados (Les Ailes déployées), Bail pour tous, Aremedia, Foyer Michel Cahen, ESAT de la Banque de France, SEMNA (Secteur Educatif Mineur Non Accompagné), Mission locale de Paris

ONT BÉNÉFICIÉ DE CES SÉANCES

- **1 082** personnes sur **90** séances d'éducation à la sexualité

dont

- **921** primaires, collégien·nes et lycéen·nes,
- **70** jeunes en situation de handicap dans le cadre du partenariat avec INJA, Institut des jeunes aveugles
- **31** adultes en structure spécialisées
- **17** jeunes de l'Ecole de la 2e chance
- **43** adultes en stage citoyenneté

CE QUE DISENT LES JEUNES EN ANIMATION

♀
Il y a des regards qui sont comme des viols.

♀
C'est quoi perdre sa virginité ?

♀
Dire à un garçon que je n'ai pas de plaisir, je ne pourrais pas, j'aurais peur de le vexer et qu'il devienne violent.

♂
Les garçons parlent beaucoup de leurs ébats sexuels pour s'en vanter, il y a une compétition, il faut qu'ils disent qu'ils durent longtemps, etc.

♀
La première fois, ça fait mal quand le mec est un forceur.

♀
Un homme transgenre peut-il avoir ses règles ?

♀
Quand il y a des violences dans une famille, il ne faut plus penser famille, il faut penser femme.

♂
Enlever un préservatif, est-ce un viol ?

♂
Si une fille ne dit pas qu'elle n'est pas consentante, comment on peut le savoir ?

♀
Dans les pubs pour les rasoirs, vous avez vu, les filles s'épilent mais y a jamais de poils.

♂
Une fille qui drague, qui envoie des appels de phare, on trouve ça bizarre, mais en général elles font ça en sous-marin.

♀
Dans la sexualité, il y a toujours une honte pour une fille quand elle se laisse aller.



PAROLES DE PARTENAIRE



« L'Espace Ados de l'association Les Ailes Déployées est un hôpital de jour non-sectorisé, accueillant des jeunes de 15 à 20 ans présentant des troubles psychiques et nécessitant des soins dans un moment de transition (post-hospitalisation ou construction d'un projet).

Le Planning intervient dans le cadre de l'accompagnement à la vie relationnelle, affective et sexuelle déjà existant au sein de l'Espace Ados. L'objectif est de présenter à des jeunes en situation de vulnérabilité des personnes et lieux ressources dont ils peuvent se saisir dans le quotidien. Pour ce faire, les animatrices du Planning interviennent au sein de l'hôpital de jour. De plus, les jeunes viennent visiter les locaux de l'antenne du 10e et bénéficient d'un temps avec les animatrices.

Le résultat est que les jeunes montrent une amélioration dans leur capacité à mobiliser des lieux ressources et dans leurs connaissances en santé sexuelle. L'hôpital de jour est satisfait de ce partenariat qui offre un accompagnement concret et pratique à la vie affective et sexuelle. L'Espace Ados souhaite la suite de ce partenariat. »

Claire VERSINI, L'Espace Ados
(psychomotricienne et
conseillère en santé sexuelle)

« J'ai pris contact avec le Planning familial 75 lors d'un événement catastrophique survenu dans le lycée où je travaille. Il y avait deux jeunes filles victimes de viol de la part de deux garçons, toutes et tous de la même classe. Je n'avais ni soutien en interne, car nous n'avions pas d'infirmière scolaire sur place, ni aide extérieure. Le Planning est intervenu à ma demande et a pu faire un vrai travail au sein de la classe concernée. Ce travail a notamment porté sur la question du consentement et de l'estime de soi. Les victimes ont été reçues individuellement et il y a eu quatre séances dans l'établissement : deux avec les filles de la classe et deux avec les garçons. Les élèves étaient réfractaires au début mais j'ai pu constater que ces moments leur avaient fait du bien, car cela avait permis de libérer leur parole. J'ai poursuivi le travail à la suite de ces séances avec une formation sur le harcèlement sexuel. J'ai constaté que la majorité des élèves étaient intéressé-es. Depuis toutes ces interventions, je remarque que, par rapport à beaucoup d'autres classes, celle-ci est plus posée, plus agréable. »

Jennifer LAMY, lycée
Abbé Grégoire
(professeure)



2.5 LES FORMATIONS

DES FORMATIONS POUR LES PROFESSIONNEL·LES

Depuis que le label Qualiopi a été obtenu par la fédération Ile-de-France du Planning familial, l'AD75 se concentre essentiellement sur des sensibilisations aux équipes qui nous sollicitent soit directement pour se former, soit d'abord pour des animations à destination de leur public.

C'est dans les échanges préalables que nous avons avec les professionnel·les que peut émerger l'intérêt qu'il y aurait pour elles.eux d'avoir un temps de réflexion sur les questions de sexualité. Ces professionnel·les sont en effet en contact avec les publics et peuvent donc être amené·es à avoir à répondre à certaines questions ou gérer certaines situations.

Nos sensibilisations visent donc à permettre de se familiariser avec les questions de sexualité, de manière à être plus à l'aise dans les échanges, mais aussi à connaître des éléments de base concernant la contraception, l'IVG, les IST, les orientations sexuelles, les identités de genre, ainsi que le repérage des violences.

Nous abordons également le réseau pour orienter les publics en fonction des besoins. La demande des professionnel·les porte d'ailleurs souvent en premier lieu sur le fait de mieux connaître les missions et le fonctionnement du Planning familial, pour utiliser au mieux la ressource qu'est notre association.

Cette année, nous avons ainsi animé des sensibilisations auprès des sages-femmes étudiantes à l'école Baudelocque et des étudiant·es Relais Santé de Sciences-Po. Nous avons également présenté nos activités auprès des professionnel·les de la jeunesse par le biais de la Mission locale de Paris ainsi qu'auprès des équipes du SEMNA (Secteur Educatif Mineur Non Accompagné).



LA FORMATION CONTINUE DE L'ÉQUIPE

La formation continue au Planning de Paris passe d'une part par les échanges que nous avons en réunion sur nos pratiques et nos orientations. L'année 2022 a vu le retour de nos réunions en présentiel, ainsi que la mise en place d'un accompagnement de l'équipe pour aplanir nos difficultés de fonctionnement. Cet accompagnement a permis de faire émerger un certain nombre de problématiques à travailler. Il nous est ainsi apparu nécessaire de repenser notre fonction employeur et, de manière globale, notre autogestion.



Le temps de cet accompagnement, la supervision de notre équipe a été suspendue, mais nous avons programmé sa reprise pour 2023, car nous savons que ces séances renforcent la cohésion du groupe autour de nos pratiques, dans un climat apaisé et solidaire. C'est un espace qui fait du bien et c'est la raison pour laquelle nous avons décidé de le réintroduire dans notre fonctionnement, en augmentant la fréquence des séances à hauteur d'une journée tous les deux mois.

Enfin, notre formation continue passe aussi par les nombreux colloques et rencontres auxquels nous avons assisté tout au long de cette année 2022, notamment autour du 8 mars et du 25 novembre. Des militantes de notre équipe ont ainsi été présentes aux formations organisées par la Ciivise (Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles faites aux Enfants), la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse) et sur des thèmes comme l'éducation à la sexualité, la prostitution des mineur-es ou le cyberharcèlement. Ces rencontres sont importantes pour actualiser et approfondir nos connaissances sur différentes problématiques, mais aussi pour rencontrer d'autres professionnel·les travaillant dans les mêmes champs, et avec qui nous pouvons être amenées ensuite à collaborer.

2.6 LES ACTIONS MILITANTES

LES MOBILISATIONS

L'année 2022 a été jalonnée de nombreuses mobilisations féministes, politiques et sociales, auxquelles nous avons pris part.

Ainsi, les militantes du Planning familial de Paris ont participé à :

- la manifestation du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes,
- la manifestation du 19 novembre, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes,
- la marche pour le droit à l'avortement aux Etats-Unis et partout dans le monde, après l'abrogation de l'arrêt Roe v. Wade par la Cour suprême,
- aux rassemblements en soutien aux femmes iraniennes et à la révolution «Femme, Vie, Liberté», suite à la mort de Jina Masha Amini en septembre 2022,
- aux manifestations du secteur social, du médico-social et de l'hôpital, pour la défense du service public et de meilleures conditions de travail.
- aux mouvements opposés aux projets de loi sur l'immigration et notamment à la Journée internationale des migrant-es du 18 décembre.

LES MEDIAS

Cette année nous avons répondu à un bon nombre de sollicitations de médias. Nous avons été particulièrement sollicités au moment de l'annonce concernant l'extension de la gratuité de la contraception jusqu'à 25 ans. Les consultations en contraception masculine proposées par le Planning familial 75 sont également un grand centre d'intérêt pour les journalistes, du fait de leur relative rareté dans d'autres structures.

Enfin, nous avons aussi été fréquemment interrogés sur l'avortement, et notamment sur la question des délais et le départ des femmes à l'étranger, dans la perspective du vote de la loi allongeant les délais d'IVG qui a eu lieu en début d'année. Les inquiétudes liées à la situation de l'avortement aux Etats-Unis et dans le monde est également un sujet sur lequel nous sommes souvent questionnés.

3 PARTICIPATION À LA VIE DU MOUVEMENT

3.1 LE BUREAU NATIONAL

En 2022, 2 personnes de notre AD siégeaient au bureau national, dont la co-présidente, qui a rendu son mandat en fin d'année.

Le rôle du bureau national est de siéger dans différentes instances nationales comme le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, la Défenseure des droits, la Stratégie nationale de santé sexuelle... Cette représentation de notre AD au sein du pilotage national du Planning familial nous permet d'être insérées dans cette vision globale du Planning et de partager nos expériences de terrain parisiennes avec celles de milieux ruraux ou d'Outre-mer.

Les réunions du bureau national sont a minima hebdomadaires. Les week-end de conseil d'administration, des rencontres partenariales ou ministérielles sont régulièrement organisées.

Le congrès national a eu lieu à Saint-Etienne en novembre 2022. A son approche, nous nous sommes réunies pour préparer les textes, en débattre et voter nos positions dessus.

Ce congrès, temps fort du Mouvement du Planning familial a permis de cadrer les priorités des trois prochaines années, que nous adapterons à l'activité et à la spécificité du territoire parisien.

3.2 LA FÉDÉRATION RÉGIONALE

Le Planning de Paris participe à l'animation de la vie de l'association fédérale en Ile-de-France, avec 2 bénévoles présentes au CA. Nous participons à l'organisation de la cagnotte régionale pour aider les femmes contraintes d'aller avorter à l'étranger et n'ayant pas les ressources suffisantes pour le faire. Un groupe de travail ouvert à toutes les militantes de la région œuvre à renflouer cette cagnotte qui est régulièrement vidée. Une soirée

festive a été organisée en juillet. Sur 2022, ce sont **5 femmes** orientées par le Planning 75 qui ont ainsi été aidées pour partir en Hollande. Enfin, une salariée de l'association de Paris est également salariée par la Fédération en tant que référente du programme Genre et santé sexuelle (GSS), central à la formation des militant.e.s et des partenaires. Une autre de nos salariées est coordinatrice de ce programme.

3.3 A L'INTERNATIONAL

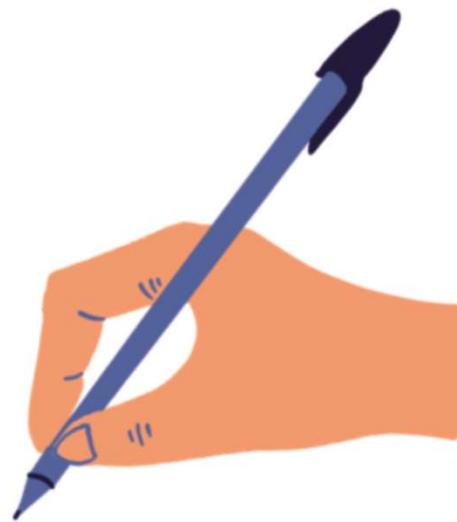
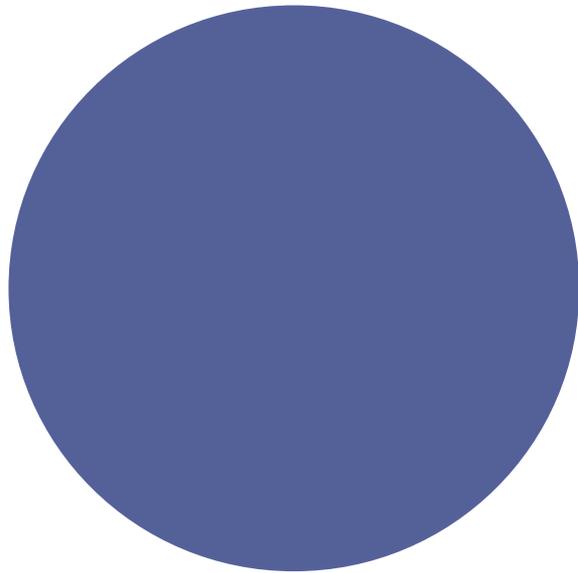
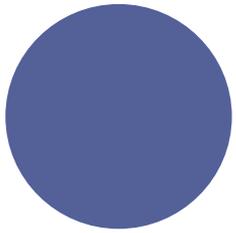
Le Planning familial 75 a continué à se mobiliser pour l'international. En février 2022, une formatrice est partie en mission au Tchad pour former des agents communautaires de santé. Nous travaillons avec l'association du planning membre de l'IPPF (International planned parenthood fédération) sur place.

Cette collaboration montre l'utilité de faire à deux voix ces formations. En tant que personne extérieure, nous pouvons davantage aborder les sujets tabous qui permettent de requestionner les représentations. Nos partenaires nous demandent de prendre cette place car celle-ci leur est plus difficile en tant que membre de la communauté.

Les thématiques sont abordées progressivement, le corps, l'appareil génital puis la sexualité. Ces schémas anatomiques sont inconnus de certain-es stagiaires. Ont également été travaillés les droits des femmes, les pratiques néfastes et



MERCI À VOUS !





leplanning
familiar 75